

La décolonisation et la construction de nouveaux États : Inde, Algérie

Problématique générale : Comment l'Inde et l'Algérie accèdent-elles à l'indépendance ? Quelles sont les conséquences de la décolonisation sur la construction des nouveaux États ?

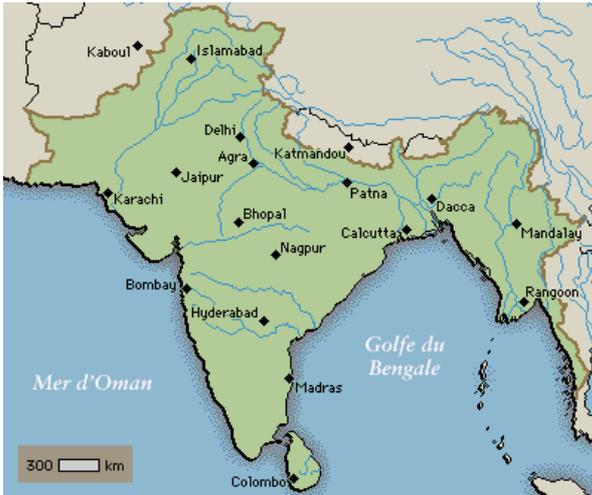


Illustration 1: Empire des Indes britanniques



Illustration 2: Partition de l'Inde en 1947



Illustration 3: Partition empires coloniaux Afrique



Illustration 4: les pays africains

Séance 1 : Le processus de décolonisation des deux pays

1 Discours du président américain Woodrow Wilson, janvier 1918

Ce que nous voulons, c'est que le monde devienne [un lieu sûr] pour toute nation qui désire vivre sa propre vie en toute liberté, décider de ses propres institutions, et être assurée que les autres nations la traitent en toute justice et loyauté, au lieu de se voir exposée à la violence et aux agressions égoïstes de jadis.[...] [Un] arrangement librement débattu [...] de toutes les revendications coloniales et fondé sur l'observation stricte du principe selon lequel, dans le règlement de toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées pèseront d'un même poids que les revendications équitables dont il faut déterminer le titre.

Discours des « 14 points » du Président Woodrow Wilson, 8 janvier 1918.

En quoi le discours du président Wilson peut-il être considéré comme un engagement à la décolonisation ?

Problématique : Pourquoi et comment les pays colonisés ont-ils conquis leur indépendance ?

I/ L'entre deux guerres : une volonté d'indépendance latente



Illustration 5: Boycott des marchandises anglaises, New Dehli, 1922



Illustration 6: Affiche du parti communiste français et de la CGTU, 1930

1/ Relevez les éléments favorables à la décolonisation de l'Inde et de l'Algérie ?

2/ Quels sont les acteurs impliqués dans le processus de la décolonisation ? Quels moyens d'actions mettent-ils en œuvre ?

II/ Un processus de décolonisation sous tension ?

Déclaration du congrès national indien, 1930

1. Le congrès affirme de nouveau la résolution [...] déclarant que son but est l'indépendance de l'Inde ...
2. Déclare que la Désobéissance Civile est un moyen légitime pour la protection des droits du peuple. [...]
4. S'adresse à toutes les classes, pour qu'elles renoncent au tissu étranger et boycottent les marchandises britanniques.
5. Déclare que la Constitution présentée par le gouvernement britannique [...] tandis qu'il poursuit une campagne impitoyable de répression, de suppression des libertés ne mérite point d'être considérée par le peuple de l'Inde.
6. [Revendique] les droits fondamentaux du peuple (liberté de parole, de réunion et de la presse ; protection de la culture, de la langue et de la religion des minorités ; nulle incapacité ne devant s'attacher à personne pour raison de caste, de croyance ou de sexe). [Réclame] protection des travailleurs industriels, contre les bas salaires, les mauvaises conditions et les heures prolongées du travail, les conséquences de la vieillesse, de la maladie et du chômage. [...]

Cité dans Romain Rolland, Inde – Journal 1915-1943, 1960



Illustration 7: Attentat au casino d'Alger, septembre 1956



Illustration 8: Les attentats du 1er novembre 1954, France Soir, le 2 novembre 1954

Une cause juste

Pendant sept ans et demi d'une guerre, le peuple algérien a tenu à l'une des plus fortes puissances coloniales du siècle : plus d'un million de soldats français ont été mobilisés à cet effet avec tout leur armement moderne, aviation, artillerie, blindé, marine.

[La France] a tenté avec l'aide d'une grande partie du peuplement européen en Algérie, de lutter désespérément pour le maintien de l'Algérie française.

Face à cette puissance qu'avait à opposer le peuple algérien ? D'abord sa foi en la justesse de sa cause, la confiance en lui-même et en ses destinées et la volonté inébranlable de briser les chaînes du colonialisme ; ensuite, et surtout, son unanimité dans la lutte. Les Algériens -hommes et femmes, jeunes et vieux, d'Alger à Tamanrasset et de Tebessa à Mamia- se sont dressés dans leur totalité dans la guerre de libération. Ni les tentatives de division, ni la présence de contre-révolutionnaires et de provocateurs dans leurs rangs n'ont pu altérer leur foi et leur unité. Les Algériens se sont sentis comme des organes d'un même corps dans cette lutte gigantesque.

Le FLN et l'ALN ont des instruments de combat efficaces au service du Peuple, et par leur action continue ont porté des coups sérieux au colonialisme.

Benyoucef Benkhedda, président du gouvernement provisoire dans la République algérienne, le Moujahid, 19 mars 1962

	INDE	ALGERIE
Qui sont les acteurs de l'indépendance		
Par quel processus a-t-été mise en place. Expliquez		
Comment réagit la métropole		

III/ Après l'indépendance : le déplacement des populations

- 1/ Citez la création de nouveaux Etats pour l'Inde.
- 2/ Quels peuvent être les conséquences pour la population ? Pourquoi ?

(Vidéo sur les Harkis)



Illustration 9: Arrivée des Harkis à Marseille

Séance 2 : Gandhi et la non-violence

Problématique : Quel rôle Gandhi a-t-il joué dans le combat pour l'indépendance de l'Inde ?

Document 1 : Biographie

Document 2 : La non-violence selon Gandhi

	<p>Mohandas Gandhi (1869-1948)</p> <p>1869 : naissance en Inde dans une famille de commerçants.</p> <p>1891 : après des études de droit en Angleterre, il devient avocat.</p> <p>1893 : avocat en Afrique du Sud, il défend la communauté indienne victime de discriminations raciales.</p> <p>1915 : de retour en Inde, il parcourt le pays. Le poète Tagore le salue du nom de Mahatma, la «Grande Âme».</p> <p>1920 : il prend la direction du parti du Congrès et fait adopter le programme de non-coopération : boycott des produits étrangers et désobéissance civile.</p> <p>1922 : condamné à 6 ans de prison à la suite des violences de manifestants contre les forces de l'ordre.</p> <p>1924 : libéré de prison, il se consacre à l'éducation du peuple.</p> <p>1930 : aux côtés de Nehru à la tête du parti du Congrès, il lance alors une campagne de désobéissance civile : « la marche du sel ».</p> <p>1931 : Gandhi participe aux négociations avec le gouvernement britannique à Londres : échec.</p> <p>1942 : il refuse la proposition du statut de dominion* proposé par le gouvernement anglais et fait voter la résolution <i>Quit India par</i> le parti du Congrès. Il est emprisonné jusqu'en 1944.</p> <p>1946-1947 : il tente de s'opposer à l'affrontement des groupes religieux, principalement hindous et musulmans, mais ne peut empêcher la partition de l'Inde.</p> <p>1948 : Gandhi est assassiné par un extrémiste hindou.</p>	<p><i>Un mouvement de désobéissance civile dégénère avec la mort de policiers. Gandhi est arrêté et jugé en tant que journaliste meneur du mouvement. Lors de son procès, il déclare, le 23 mars 1922 :</i></p> <p>«Je suis d'ailleurs convaincu d'avoir rendu service à l'Inde et à l'Angleterre, en leur montrant comment la non-coopération pouvait les faire sortir de l'existence contre-nature menée par toutes deux. À mon humble avis, la non-coopération avec le mal est un devoir tout autant que la coopération avec le bien. Seulement, autrefois, la non-coopération consistait délibérément à user de violence envers celui qui faisait le mal.</p> <p>J'ai voulu montrer à mes compatriotes que la non-coopération violente ne faisait qu'augmenter le mal et, le mal ne se maintenant que par la violence, qu'il fallait, si nous ne voulions pas encourager le mal, nous abstenir de toute violence. La non-violence demande qu'on se soumette volontairement à la peine encourue pour ne pas avoir coopéré avec le mal, Je suis donc ici prêt à me soumettre d'un cœur joyeux au châtement le plus sévère qui puisse m'être infligé pour ce qui est selon la loi un crime délibéré et qui me paraît à moi le premier devoir du citoyen. »</p> <p>Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann, <i>Les 100 discours qui ont marqué le XX^e siècle</i>, André Versailles éditeur, 2008.</p>
--	--	--

Document 3 : « La marche du sel », 6 avril 1930

Doc 4 : Le symbole de la libération : Gandhi au rouet

	<p>Pour protester contre la taxe sur le sel et le monopole britannique de la vente de sel, Gandhi organise une marche de deux cents kilomètres jusqu'aux marais salants de Dandi, du 12 mars au 5 avril 1930. Des milliers de personnes se rallient à lui et à l'arrivée ramassent le sel dans la plus totale illégalité. Les autorités britanniques arrêtent Gandhi et des centaines de personnes.</p>	
--	---	--

Document 5 : «Quit India» [Quittez l'Inde], 8 août 1942

Le parti du Congrès* pense que de récents événements viennent de démontrer clairement que la domination anglaise en Inde doit cesser aussi vite que possible [...].

Le Comité a constaté avec consternation la détérioration de la situation sur les fronts russe et chinois. Il tient à faire savoir aux peuples de Russie et de Chine en quelle estime il tient l'héroïsme dont ils font montre pour préserver leur liberté. [...]

La fin de la domination britannique sur ce pays est donc une question vitale et primordiale ; de son dénouement proche dépendront l'avenir de la guerre et le triomphe de la liberté et de la démocratie. Une Inde libre sera le meilleur gage de ce triomphe.

Elle se lancera alors de toutes ses forces dans le combat pour la paix contre l'agression, qu'elle soit nazie, fasciste ou impérialiste. Cela changera non seulement le sort de la guerre, mais aidera à faire se ranger toute l'humanité opprimée du côté des Nations unies. [...]

Le Comité met à nouveau l'accent sur le nécessaire retrait du pouvoir britannique de l'Inde. Dès la déclaration d'indépendance de l'Inde, un gouvernement provisoire sera formé et l'Inde libre deviendra l'alliée des Nations unies. [...]

*Le parti du Congrès (*Indien National Congress*) a été fondé en 1885, avec l'assentiment des autorités anglaises. Il revendique l'indépendance de l'Inde depuis les années 1920.

Document 6 : L'indépendance de l'Inde, 15 août 1947

Nous sommes aujourd'hui un peuple libre et souverain débarrassé des fardeaux passés. Nous regardons le monde avec des yeux limpides et amicaux et l'avenir avec espoir et confiance. [...]

Nous avons parcouru un long chemin, mais le voyage est encore long. Procédons à nos nouvelles tâches avec détermination et conformément aux hauts principes que nous a enseignés notre grand leader. Gandhi est par bonheur avec nous pour nous guider, nous inspirer et nous montrer le chemin du grand effort. Il nous a enseigné que les idéaux et les objectifs ne peuvent jamais être dissociés des moyens mis en œuvre pour les réaliser : une fin digne ne se conclut que par des moyens dignes.

Notre objectif premier et immédiat sera de mettre fin à toutes les querelles internes et les violences qui défigurent, détériorent et minent la cause de la liberté. Cela sans oublier de prendre en considération les grandes difficultés économiques qu'endure une population en grande détresse.

Discours radiodiffusé de Jawaharlal Nehru,
Premier ministre indien, le 15 août 1947.

Doc 7 : La première guerre indo-pakistanaise (voir blog)

La **première guerre indo-pakistanaise** de 1947, aussi connue sous le nom de première guerre du [Cachemire](#), est un conflit qui eut lieu entre l'[Inde](#) et le [Pakistan](#) de 1947 à 1948. C'est la première d'une série de quatre guerres entre les deux nations. Le résultat de ce conflit affecte toujours la [géopolitique](#) de ces deux pays aujourd'hui.

Le 15 août 1947, l'Empire britannique des Indes est divisé en deux dominions indépendants : l'Union indienne et le Pakistan. Cette partition, qui fait suite aux tensions communautaires et à la campagne de la Ligue musulmane pour un État musulman, est acceptée par le Congrès national indien en dépit de l'opposition de Gandhi.

Elle entraîne le déplacement de 12 millions de personnes, dont des hindous et des sikhs qui se retrouvaient en territoire pakistanaise et rejoignent le territoire de l'Union indienne. Les violences entre communautés accompagnent ces déplacements et font plusieurs centaines de milliers de morts au Pendjab et au Bengale, les deux provinces divisées par la Partition. Les massacres cessent en septembre, grâce aux efforts du Mahatma Gandhi qui se lance dans une grève de la faim à Calcutta.

Le Jammu-et-Cachemire, dans le nord, devient **la cause de la première guerre indo-pakistanaise entre 1947 et 1949**. Celle-ci fait suite à l'invasion du Cachemire par des troupes tribales venues du Pakistan ayant poussé le maharaja hindou de cet État majoritairement musulman à solliciter l'aide militaire de l'Inde en échange de son intégration. Finalement, un cessez-le-feu proposé par les Nations unies est accepté, laissant à l'Inde le contrôle des deux tiers du territoire de l'État formant le Jammu-et-Cachemire, les pakistanais gardant l'Azad Cachemire (« Cachemire Libre ») et le Gilgit-Baltistan (ou « Territoires du Nord »). Cependant le référendum prévu par le cessez-le-feu n'a toujours pas eu lieu et le Jammu-et-Cachemire reste aujourd'hui le principal sujet de discorde entre l'Inde et le Pakistan.

A/ L'action politique selon Gandhi

1/ Biographie : quelles sont les deux grandes périodes de la carrière politique de Gandhi? Comment ses deux périodes se traduisent-elles dans son mode de vie ?

2/ Doc 2 : Comment Gandhi justifie-t-il la non-violence ?

3/ Doc 2 : Définissez l'idée de désobéissance civile menée par des actions non-violentes.

B/ Gandhi et l'indépendance de l'Inde

4/ Docs 2, 3 et 4 : Comment Gandhi exprime-t-il concrètement le rejet de la colonisation Britannique ?

5/ Doc 4 : quel est le contexte international lors de la déclaration *Quit india* ?

6/ Biographie et Doc. 4. Dans quelle mesure cette déclaration est-elle un acte de désobéissance civile ?

7/ Doc. 5. Quel bilan des combats menés Nehru fait-il ?

Séance 3: Les choix politiques et économiques de l'Inde et de l'Algérie, de l'indépendance à aujourd'hui.

Activité: Dans le corpus documentaire proposé, répondez aux questions dans le but de compléter un tableau de comparaison sur les choix politiques et économiques des deux pays et sur les limites de ces choix.

I/ La politique internationale

A) L'Inde

*Discours de clôture de Nehru à la **Conférence de Bandung le 24 avril 1955** (conférence qui réunit pour la première fois 29 pays asiatiques et africains, pour la plupart indépendants)*

Il y a aujourd'hui un autre esprit en Asie. Il n'y a plus d'Asie soumise, elle est vivante, dynamique. Nous sommes résolus à n'être d'aucune façon dominés par aucun pays, par aucun continent. Nous sommes des grands pays du monde et voulons vivre libres sans recevoir d'ordre de personne. Nous attachons de l'importance à l'amitié des grandes puissances, mais, à l'avenir, nous ne coopérerons avec elles que sur un pied d'égalité. C'est pourquoi nous élevons notre voix contre l'hégémonie et le colonialisme dont beaucoup d'entre nous ont souffert pendant longtemps. Et c'est pourquoi nous devons veiller à ce qu'aucune autre forme de domination ne nous menace. Nous voulons être amis avec l'Ouest, avec l'Est, avec tout le monde. Le seul chemin qui mène droit au cœur et à l'âme de l'Asie est celui de la tolérance, de l'amitié et de la coopération.

- 1) Dans quel contexte international a lieu la conférence de Bandung ? Quelle place Nehru attribue-t-il aux jeunes États d'Afrique et d'Asie dans l'ordre du monde ? Quelle doit être leur attitude vis-à-vis des anciennes puissances coloniales ? Comment les pays récemment indépendants doivent-ils se positionner par rapport à l'Ouest et à l'Est ?

B) L'Algérie

Discours de Boumediène, président de la République algérienne, à la conférence des pays non-alignés à Alger, le 9 septembre 1973

La coopération économique internationale ne saurait prendre un essor durable que si elle repose sur le principe de la souveraineté effective et concrète des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles et sur le principe de la maîtrise, par ces pays, du fonctionnement de leur économie. Il s'agit d'abord du contrôle effectif de chaque État sur l'exploitation de ses richesses naturelles, ce qui implique le droit à la nationalisation.

La conférence a souligné la nécessité de renforcer la solidarité et la coopération entre les pays non-alignés, afin de renforcer leur capacité de résistance à l'exploitation et aux agressions économiques. La conférence s'est prononcée pour le soutien de tous ceux qui luttent pour la récupération de leurs ressources nationales. Enfin, la conférence préconise la mise en place d'organismes communs entre pays producteurs et exportateurs de produits de base, comme le pétrole et le cuivre. [...] De même elle encourage le développement des courants d'échanges économiques, scientifiques, culturels et sociaux entre pays non-alignés. Compter sur soi apparaît ainsi comme la conséquence nécessaire, sur le plan économique, de la politique du non-alignement.

- 2) Quelles doivent être les conséquences économiques du non-alignement politique pour les pays en voie de développement ?

II/ Les choix politiques des deux pays

A) L'Inde

Si l'Inde s'est attribué le titre de "plus grande démocratie du monde", c'est d'abord en vertu de l'exceptionnelle trajectoire électorale qu'a parcourue ce pays d'un milliard d'habitants : d'une part l'abaissement de vingt et un ans à dix-huit ans de la majorité lui a fait passer le cap de 500 millions d'électeurs en 1989 ; d'autre part le pays a organisé treize scrutins nationaux au suffrage universel, étalés sur un peu plus d'un demi-siècle, une performance inégalée dans les pays du Sud. D'autant que l'Inde appartient au cercle restreint des démocraties à alternance.

[...] Pourtant, malgré les richesses de ce legs et de l'expérience accumulée depuis 1947 -date à laquelle l'Inde adopte le parlementarisme à l'anglaise, suffrage universel compris -, la démocratie indienne reste fragile et l'État de droit, menacé.

L'autre menace* pesant sur la démocratie indienne est la persécution des minorités religieuses. La montée en puissance des nationalistes hindous sur la scène publique s'est traduite dans les années 1990 par une série d'émeutes dont les musulmans et les chrétiens ont été les principales victimes. Dans le même temps, la place des minorités religieuses dans le champ politique s'est réduite: les députés musulmans ne sont plus aujourd'hui qu'une poignée.

Christophe Jaffrelot, *L' Histoire*, n°278, juillet-août 2003

* La première menace étudiée par l'auteur est la corruption.

3) Dégagez les principaux caractères du système politique qui font de l'Inde une démocratie. Quels arguments du texte nuancent ou remettent en cause le titre que s'attribue l'Inde ?

B) L'Algérie

Repères chronologiques:

3 juillet 1962 : indépendance de l'Algérie.

25 septembre 1962: Instauration d'une République démocratique et populaire.

1963: La Constitution instaure le FLN comme parti unique. Ahmed Ben Bella est élu président grâce à l'appui de l'armée.

1965 : Coup d'État militaire : Ben Bella est renversé par le colonel Boumediene qui exerce le pouvoir jusqu' à sa mort en 1978.

1976 : L'Islam devient religion d'État.

1979 : le colonel Chadli Bendjedid est désigné par l'armée et exerce le pouvoir jusqu' en 1992.

1988 : manifestations de jeunes à travers tout le pays. Le président Chadli appelle l'armée pour rétablir l'ordre. La répression des émeutes fait près de 500 morts.

1989 : nouvelle constitution, libéralisation du régime et instauration du multipartisme.

1992 :aux élections législatives de décembre 1991, le parti du FIS (formation politique militant pour la création d'un État islamique)obtient au premier tour 47% des suffrages. L'armée suspend le processus électoral et rend le FIS illégal.

1992-2001 : guerre civile : elle oppose l'armée à différents groupes islamistes. Elle fait 100 000 à 150000morts.

2005 : Le président Bouteflika, élu en 1999, réélu en 2005 et 2009, fait approuver par référendum la« Charte pour la paix et la réconciliation nationale ».

Depuis la mise en œuvre de la politique de concorde civile, matérialisée notamment par l'adoption par référendum de la «charte pour la paix et la réconciliation nationale» en 2005, le contexte sécuritaire s'est sensiblement amélioré. Avec un bilan de 296 victimes pour l'année 2012, le terrorisme a reculé à un niveau sans commune mesure avec celui des années 1992-1998. Toutefois, le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) rebaptisé AQMI (Al-Qaeda au Maghreb Islamique) en 2007 continue d'opérer de manière ponctuelle sur le territoire algérien (attentat de l'académie militaire de Cherchell le 26 août 2011). L'attentat terroriste sur le site gazier de Tinguentourine en janvier 2013 (67 morts dont 37 étrangers), réalisé par un commando venu du Mali et composé de terroristes de différentes nationalités, a rappelé de manière tragique que le phénomène du terrorisme avait pris une dimension régionale.
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/algérie/presentation-de-l-algerie/>

4)Quel principe fondamental de la démocratie n'est pas respecté entre 1963 et1989 ? Comment les différents présidents sont-ils arrivés au pouvoir ? Caractériser le régime politique de l'Algérie jusqu'en 1989.Comment évolue-t-il ensuite?

III -Les choix de développement économique:

A) Les choix économiques de l'Inde:

« Nous parlons de liberté, mais la liberté politique ne signifie pas grand-chose sans liberté économique. Notre problème est de relever le niveau des classes misérables et dans ce but, un vaste plan d'industrialisation est nécessaire. Notre génération est pour ainsi dire condamnée aux travaux forcés. » Nehru exprime ainsi en 1952 sans ambiguïté le problème clé de la plupart des pays nouvellement indépendants : le sous-développement et la pauvreté qui en découle.

Après avoir envisagé une économie nationalisée et strictement planifiée, Nehru s'efforce de bâtir un socialisme à l'indienne (...) Le premier plan met ainsi l'accent sur l'agriculture, l'énergie, les transports : le secteur nationalisé reste assez limité face au secteur privé. (...) Le deuxième plan quinquennal (1956-1962) est plus proche du modèle soviétique ; les investissements vont au secteur public (industrie lourde et biens d'équipement). Durant les quatre premiers plans quinquennaux (1951 à 1973), l'Inde a décollé très nettement sur le plan économique : elle s'est dotée de barrages, d'usines modernes, d'une industrie nucléaire ; la production agricole a considérablement augmenté. Il y a une limite fondamentale à cet essor : l'explosion démographique continue : si l'agriculture augmente en moyenne de 2,5% par an, la population augmente elle aussi de 2 à 2,5%
Source : R. Girard « Colonisation et indépendances » La Documentation photographique n°6067, octobre 1983

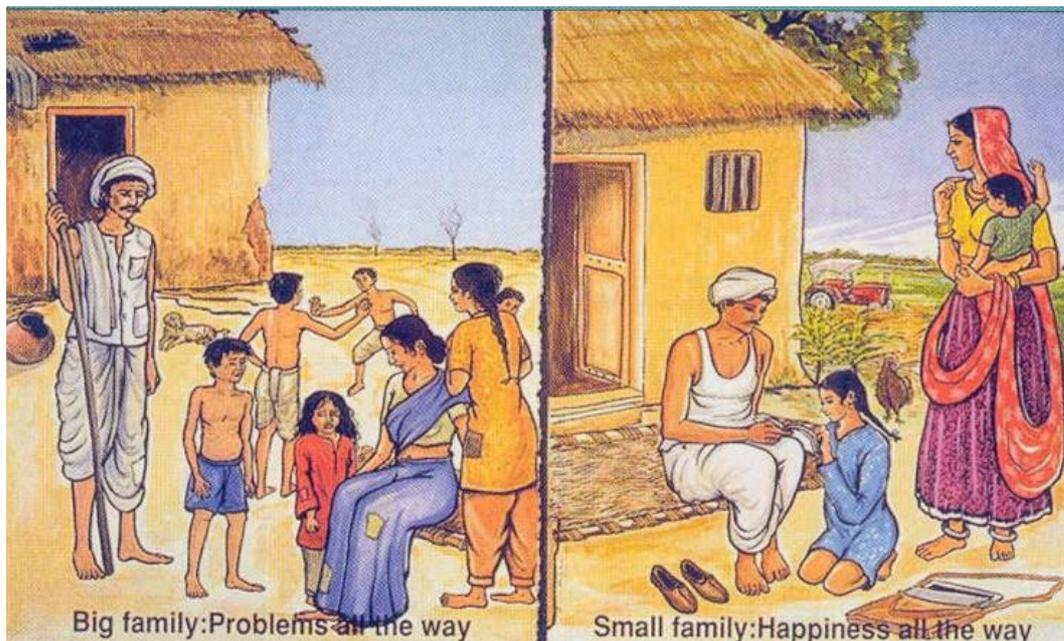


Illustration 10: Affiche du planning familial indien

Avec 7,9 % de croissance au 1er trimestre 2016, l'Inde confirme son nouveau rang de géant économique le plus dynamique de la planète. Malgré ces bons chiffres, le géant asiatique doit encore affronter plusieurs défis de taille.

Les productions électrique et minière, traditionnels moteurs de l'économie indienne, enregistrent de bons résultats. La mousson, qui s'annonce abondante cette année, devrait impacter positivement le niveau des récoltes, dans un pays où près de 65 % de la population vit encore de l'agriculture. Enfin, le pays s'est progressivement imposé comme une grande puissance technologique et devrait compter le deuxième réseau mondial de start-ups d'ici 2017. Dès son arrivée au pouvoir, Narendra Modi a lancé un vaste plan d'industrialisation nommé « Make in India ». Objectif : doper les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière, secteur qui a connu une croissance de 9,3 % sur un an.

Si les perspectives économiques de l'Inde sont enthousiasmantes, notamment comparées à la Chine, le retard à combler en terme de développement reste important. Ainsi, le PIB par habitant indien n'équivaut encore qu'à 11 % de celui des États-Unis, quand celui de l'Empire du Milieu représente déjà 25 % de ce dernier. Rivalités régionales, montée des tensions ethniques et religieuses, et maintien d'inégalités structurelles sont autant de faiblesses qui pourraient entraver ce développement à moyen terme.

www.fortuneo.fr

Néanmoins, l'Inde reste sous de nombreux aspects un pays en développement. Le niveau du PIB par habitant demeure faible, et malgré l'émergence d'une classe moyenne dynamique (5 à 10 % de la population), une large partie de la population vit encore sous le seuil de pauvreté, dans des conditions sanitaires précaires et des structures sociales souvent liées au système des castes (en particulier en milieu rural où vivent les trois quarts de la population) : un Indien sur trois vit toujours avec moins de 1 dollar par jour.

<http://www.diplomatie.gouv.fr/>

5) Quels choix économiques fait l'Inde au lendemain de son indépendance ? Qui sont les acteurs principaux du décollage économique de l'Inde. Quel message souhaite transmettre cette affiche du planning familial indien ? En mettent en relation le sens de l'affiche et les informations tirées du document précédent, dites quel défis l'Inde veut relever. Quelle est la situation de l'Inde actuellement ?

B) Les choix économiques de l'Algérie:

<p>-1965 : nationalisation des mines -1968 : nationalisation des matériaux de construction et des engrais -1969 : nationalisation de 69 entreprises industrielles en majorité françaises -1971 : nationalisation du pétrole et du gaz naturel et réforme agraire.</p>	<p>La priorité est accordée à l'industrie au détriment de l'agriculture. Dès lors, la «révolution agraire» engagée en novembre 1971 est vouée à l'échec. Transformation autoritaire de l'agriculture, cette «révolution» a pour objectifs principaux de répondre aux besoins alimentaires du pays et de développer la position de l'Algérie sur le marché international pour l'exportation des produits agricoles. Débutée sans enthousiasme, cette tentative de réforme articulée autour des coopératives et du secteur autogéré s'enlise dans l'incohérence des choix réalisés. Le niveau d'autosuffisance alimentaire, qui se situait à plus de 70 % en 1969, n'est plus que de 30 % en 1980. Julien Rocherieux «L'évolution de l'Algérie depuis l'indépendance», 2001</p>
---	---

L'économie algérienne est dépendante je dirais d'une manière endémique des recettes des exportations des hydrocarbures. 98 % des exportations sont issues des hydrocarbures, 45 % du PIB et 60 % de l'ensemble des recettes fiscales de l'État. Cette situation est un peu problématique dès qu'elle accentue la vulnérabilité de l'économie algérienne vis-à-vis tout choc externe. La situation actuelle en est un bon exemple. Les prix du pétrole, exprimés en dollar, ont chuté d'environ 50 % au second semestre 2014. Le prix moyen du baril de pétrole est passé de 109,55 dollars/baril au premier trimestre 2014 à 75,38 dollars/baril au dernier trimestre 2014 (100,23 dollars en 2014), puis à seulement 54,31 dollars/baril au cours du premier trimestre de l'année en cours.

À quels freins est confrontée l'économie algérienne ? Comment expliquez-vous leur prégnance ?

Les freins sont multiples. On peut citer des blocages d'ordre institutionnel, social et sociétal et de la nature même de l'économie algérienne. La persistance de ces difficultés relève encore de la qualité du climat d'affaires qui entrave d'une manière très négative la capacité de création d'entreprises.

Quelles sont les solutions pour rendre l'économie moins dépendante des hydrocarbures ?

Il n'y a pas une solution miracle. Il faut déployer les efforts pour soutenir une croissance durable créatrice de richesses et d'emplois à travers l'investissement dans l'innovation et le capital humain. D'autres secteurs peuvent être une niche extraordinaire de croissance comme le tourisme, l'industrie manufacturière, les nouvelles technologies de l'information. Mais cela ne peut se faire sans un cadre réglementaire adéquat garantissant la propriété privée, l'accès aux financements pour les entreprises et une administration au service de ces dernières.

<http://www.atlantico.fr/2015>

L'effondrement des cours du pétrole ébranle les fondements de l'économie, du pouvoir et de la société, faisant craindre une déstabilisation profonde du pays et une vague de départs.

Pour les Algériens, cette nouvelle donne est synonyme d'inflation et d'austérité, alimentant la grogne sociale. Avec un président sérieusement diminué par la maladie, le pouvoir ne semble pas avoir pris la mesure du problème. Alarmiste, l'ancien directeur du journal *Le Matin*, Mohamed Benchicou, craint «une faillite qui engendrerait le chaos et pousserait les Algériens à fuir vers l'Europe». L'écrivain algérien Boualem Sansal se montre aussi pessimiste : «Le scénario d'une escalade de la terreur sur le modèle syrien me paraît tout à fait crédible», estime-t-il. Et à la frontière libyenne, Daech se tient en embuscade...

<http://www.lefigaro.fr/> 2016

6) Quels choix économiques fait l'Algérie au lendemain de son indépendance ? Quelles sont les limites de ce choix de développement ? Quelle est la situation économique du pays actuellement ?

	INDE	ALGERIE
Politique internationale		
Choix économiques		
Choix politiques		
Conclusion		